



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
ET DES LIBERTÉS LOCALES

2003

les priorités budgétaires



759 M€

de moyens

nouveaux en 2003

le budget 2003 du Ministère de

l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales est à l'image de notre détermination pour réussir la mission confiée par les Français : faire reculer l'insécurité.

Les engagements financiers de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure sont tenus et nous permettront prioritairement de renforcer les capacités opérationnelles des services de sécurité.

Au-delà, l'ensemble du ministère bénéficie de moyens supplémentaires qui consacrent ses missions. Nous ferons les réformes qui s'imposent en ayant pour motivation première de toujours améliorer l'efficacité des services et de reconnaître la qualité du travail.

La réforme de l'Etat sera naturellement celle des collectivités locales que le ministre délégué aux libertés locales, Patrick Devedjian, saura mener à bien. Nous voulons nous donner les moyens de la préparer dans de bonnes conditions.

Ce projet de budget est un témoignage de la détermination du gouvernement. Nous réussirons avec tous les personnels de la police, de la gendarmerie et de l'ensemble du ministère. Chacun d'eux porte la fierté d'accomplir une mission jugée prioritaire. Soyez assurés qu'ils le feront dans le souci d'utiliser au mieux les moyens qui seront consentis.



Nicolas SARKOZY
Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure
et des libertés locales

Le budget du Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des collectivités locales, pour 2003, est significativement augmenté :

- un budget total de 9 726,47 M€, hors crédits destinés aux collectivités locales et aux élections,
- soit, une progression de 5 % par rapport à la loi de finances 2002.
- les moyens disponibles pour financer les projets nouveaux atteignent 759,27 M€, soit + 31,2 % par rapport à 2002 (578,69 M€ en 2002).

Le budget confirme la politique du ministère en permettant :

- d'engager la première tranche de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (LOPSI) et de garantir, d'ores et déjà, 40 % du total de l'enveloppe financière prévue sur cinq ans,
- de renforcer les capacités opérationnelles de la sécurité civile,
- d'améliorer la situation des personnels des préfectures et de l'administration centrale,
- de moderniser les équipements du ministère par une politique d'investissement immobilier et informatique ambitieuse.

Pour la Police nationale, le budget 2003 respecte les engagements de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (LOPSI), soit sur cinq ans :

- 5,6 milliards d'euros supplémentaires consacrés aux forces de sécurité : 2 750 M€ supplémentaires pour la Police nationale et 2 850 M€ pour la Gendarmerie nationale.



Les promesses du gouvernement sont tenues :

- la création de 13 500 emplois : 6 500 dans la police et 7 000 dans la gendarmerie.

301 M€ supplémentaires en 2003

pour la Police Nationale en application de la première tranche de la LOPSI :

- la création de 1 900 emplois supplémentaires soit 900 actifs et 1 000 administratifs.
- la remise à niveau des capacités opérationnelles (automobiles, armements, rénovation des commissariats, etc) et l'adaptation des services à l'évolution de leurs missions puisque, hors dépenses de personnel, les moyens financiers nouveaux s'élèvent à 180 M€ (dont 40 M€ à ouvrir en loi de finances rectificative).
- le financement de mesures catégorielles pour 110 M€ permettant de mieux prendre en compte la spécificité du métier de policier.

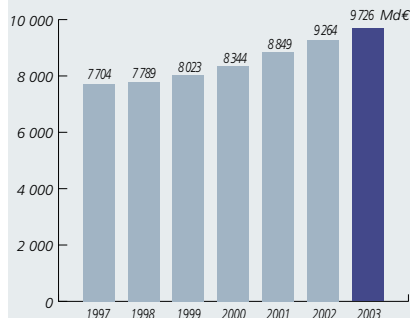
Le budget consacré à la sécurité civile permet de renforcer ses capacités opérationnelles.

- 53,29 M€ de mesures nouvelles,
- progression substantielle des crédits d'équipement (+ 50,30 % en autorisation de programme et 27,71 % en crédits de paiement).

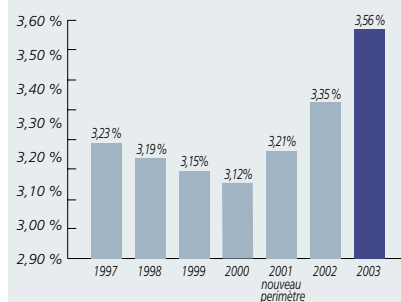
Ce budget traduit l'activité intense que connaît la sécurité civile depuis plusieurs années :

- en accompagnant la progression de l'activité opérationnelle, notamment par le programme de livraison de nouveaux hélicoptères (EC 145) et l'augmentation des effectifs des personnels navigants (18 emplois créés, 22 emplois consolidés).
- en reconnaissant mieux les contraintes particulières des métiers de la sécurité civile, les risques et les exigences de disponibilité.

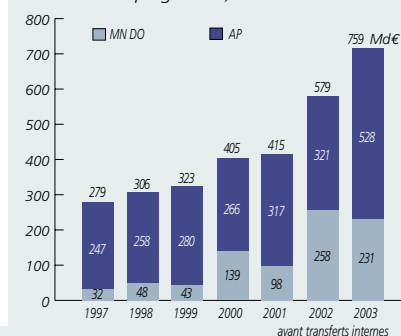
Budget du Ministère de l'intérieur (hors collectivités locales et élections)



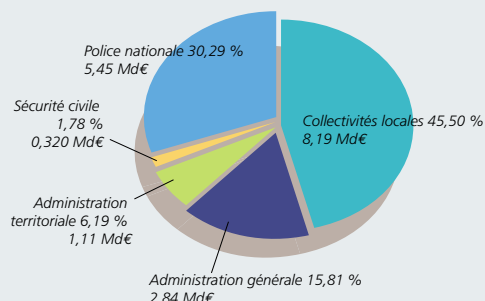
Part du budget du Ministère de l'intérieur dans le budget de l'Etat (hors collectivités locales et élections)



Capacités nouvelles d'engagements financiers (Mesures nouvelles, dépenses ordinaires et autorisations de programme)



Budget 2003 du Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales : 17,990 milliards d'euros (avant transferts)



- en adaptant les moyens et équipements avec un effort particulier pour la maintenance (hausse des crédits de 56 %).

- en créant un dispositif permanent de subvention aux équipements prioritaires des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

Le budget confirme la volonté de moderniser l'administration territoriale et centrale

La modernisation des préfetures s'accélère.

- un tiers des préfetures ont des budgets globalisés.
- les crédits de fonctionnement des préfetures sont réajustés pour prendre en compte les charges nouvelles.
- les mesures catégorielles et indemnitaires en faveur de l'administration territoriale (10,92 M€) permettent de réduire l'écart indemnitaire avec les ministères.

Les capacités d'action de l'administration centrale sont consolidées.

- 2,75 M€ de mesures catégorielles et indemnitaires pour poursuivre la revalorisation catégorielle.
- l'encadrement supérieur est renforcé pour tenir compte de l'étendue et de la complexité des missions du ministère.

L'équipement du ministère : une avancée sans précédent

Dans le domaine informatique :

- les capacités d'engagement progressent de 22,3 %
- les crédits de paiement de 5,41 %.

Les principales priorités dans le cadre de la LOPSI sont :

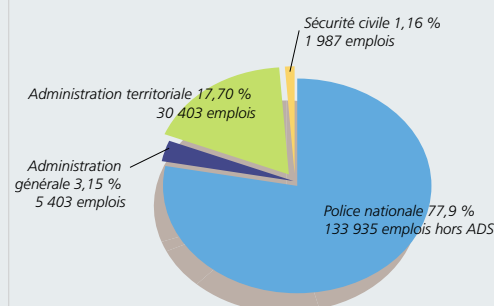
- l'accélération du programme Acropol pour équiper quatorze départements par an.
- la modernisation des centres d'information et de commandement.

Dans le domaine immobilier,

- les autorisations de programme progressent de 52,5 % (232 M€ en 2003, 152,18 M€ en 2002).
- les crédits de paiements de 68 % (total : 162,54 M€ en 2003).

Dans le cadre de la LOPSI, l'objectif est d'atteindre un rythme de mises en chantier de 100 000 m² par an.

Emplois budgétaires par agrégat (avant transferts)



Police nationale



- Montant du budget de la police nationale : 5 449 M€
- Augmentation 2003/2002 du budget de la police nationale : 5,83 %
- Rappel : augmentation annuelle moyenne 2003/1993 = + 3,52 %

La création d'emplois

- 1000 personnels administratifs, techniques et scientifiques, dont :
 - 770 emplois administratifs ;
 - 100 emplois scientifiques ;
 - 90 emplois techniques ;
 - 21 emplois spécialisés (médecins, psychologues, assistants de service social, interprètes...) ;
 - 19 contractuels informatiques.
- 900 personnels actifs ;
- maintien du potentiel opérationnel des ADS.

Le rattrapage de la perte de capacité opérationnelle liée à l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail (ARTT)

- 46,8 M€ pour racheter 5 jours ARTT supplémentaires (dont 2 facultatifs) par rapport à 2002. Au total, 8 jours ARTT peuvent être compensés.

Une meilleure reconnaissance des spécificités des métiers de la police nationale

- revalorisation de 2 points de l'indemnité de sujétion spéciale police pour les 118 000 policiers (46,25 M€) ;
- revalorisation sans précédent des indemnités pour les 14 000 personnels administratifs, techniques et scientifiques (7,49 M€ au lieu de 3,55 M€ en 2002), qui sont ainsi à parité avec les autres personnels administratifs.

L'amélioration des carrières (5,67 M€)

- création de 62 postes supplémentaires pour les commandants de police, chefs d'unité organique (0,93 M€) ;
- création de 4000 échelons exceptionnels pour les gardiens de la paix, permettant l'attribution de l'échelon exceptionnel dès l'âge de 50 ans (3,31 M€) ;
- 1000 intégrations d'agents dans le corps des adjoints (1,27 M€) ;
- amélioration des promotions de carrière pour les ouvriers cuisiniers et les agents des services techniques (0,16 M€).

La revalorisation des qualifications judiciaires

- 2000 OPJ supplémentaires chez les gradés et gardiens de la paix ;
- revalorisation de la prime OPJ 16 de 50 %, de 400 à 600 €.

Des moyens accrus pour l'action sociale de la police nationale

- réservation de logements et aides personnalisées aux fonctionnaires (1 M€) ;
- adaptation des gardes d'enfants aux horaires particuliers des policiers et amélioration des prestations de restauration (1,5 M€).

La première année de la LOPSI :

+ 20,79 % de moyens nouveaux, hors personnel (180 M€ dont 40 en LFR)

Ces moyens supplémentaires permettront principalement :

- de renforcer la protection individuelle et collective des policiers (gilets pare-balles, armement, matériels de désengagement, protection des vitrages des véhicules...) ;
- de moderniser la police technique et scientifique (matériels de laboratoire, fichiers des empreintes...) ;

- **d'accroître la disponibilité des véhicules** (mise à niveau du parc automobile, externalisation d'une partie de la réparation des véhicules) : 26,49 M€ dont 20 M€ en LFR 2002 ;
- **d'adapter la tenue** au métier du policier d'aujourd'hui ;
- **de développer le réseau des transmissions** (extension du déploiement d'ACROPOL, couverture des lieux souterrain) ;
- **d'accélérer le programme de rénovation et de nouvelles constructions immobilières** : + 100 M€ en AP et + 66 M€ en CP

Les projets à livrer en 2003 sont :

- les hôtels de police de Montpellier, Bordeaux, Bobigny, Tours (2^e et dernière phase) et Auxerre ;
- les commissariats de police de Savigny-le-Temple, Saint-Claude, Saint-Maur, Commercy, Bron, Albert, Grasse, la Seyne-sur-Mer et Villiers-le-Bel ;
- les commissariats centraux d'arrondissement des 3^e et 4^e arrondissements de Paris ;
- les CRS de Nice-Ariane, Joigny, Mably, Vélizy (2^e phase) et Anglet II.

Sera mis en chantier :

- l'hôtel de police de Nantes.

Ces moyens nouveaux s'accompagnent désormais d'une mesure de la performance

- Les résultats en matière de sécurité seront présentés chaque année au Parlement et les services s'engagent dans une démarche nouvelle d'évaluation des performances.



Police-Gendarmerie : priorité à la sécurité intérieure

Le budget 2003 garantit, d'ores et déjà, 40 % des moyens financiers prévus sur cinq ans dans la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure.

Dès 2003, les moyens supplémentaires atteignent :

- 301 M€ pour la Police Nationale
- 304 M€ pour la Gendarmerie Nationale dont 129 M€ au titre du rétablissement de la sincérité budgétaire.

La priorité au renforcement de la présence des policiers et gendarmes sur le terrain.

En application de la LOPSI, le projet de loi de finances 2003 permet :

- de créer 3 100 emplois supplémentaires,
- de maintenir le potentiel opérationnel.

Toutes les dispositions sont prises pour augmenter les effectifs présents sur le terrain : compensation des effets de l'aménagement et la réduction du temps de

travail, maintien du potentiel opérationnel des adjoints de sécurité et des gendarmes adjoints volontaires, définition d'une nouvelle doctrine d'emploi des forces de maintien de l'ordre, transfert aux personnels administratifs des missions qui ne relèvent pas strictement des forces de sécurité, etc.

Un engagement pour la modernisation des services de sécurité intérieure.

Hors dépenses de personnel, les moyens prévus pour financer de nouvelles mesures atteignent :

- 180 M€ pour la Police Nationale,
- 182 M€ pour la Gendarmerie Nationale.

Ils permettront :

- de renforcer la protection des personnels (gilets pare-balles, armes de nouvelle génération, matériels de désengagement, etc).
- d'augmenter et d'améliorer le parc de

véhicules de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale,

- de moderniser les moyens techniques notamment les réseaux de transmission, mais également les moyens de la police scientifique et technique,

- d'accélérer les programmes immobiliers de rénovation et de construction (100 M€ pour la Police Nationale et 70 M€ pour la Gendarmerie Nationale).

Enfin, ces moyens améliorent la situation des policiers et gendarmes en budgétisant les mesures annoncées en 2001 dont le financement n'avait pas été prévu et en permettant la revalorisation des qualifications judiciaires.

Face à cet effort sans précédent consenti par la Nation au titre de la sécurité intérieure, le ministère s'engagera sur des objectifs et des indicateurs de performance dès 2003.



Les missions de la sécurité civile ont fortement progressé et évolué depuis plusieurs années. Assurer la sécurité des personnes est un impératif qui justifie des moyens accrus et modernisés.

Services départementaux d'Incendie et de secours

Le soutien à l'investissement des services départementaux d'incendie et de secours est conforté dans le budget 2003

La loi de finances pour 2000 avait prévu une majoration temporaire de la Dotation Globale d'Équipement (DGE) des SDIS qui s'est traduite par l'octroi de 45 M€ annuels d'abondement. Cette mesure qui aurait dû prendre fin en 2002 est remplacée par un nouveau dispositif permanent. Au budget 2003, 45 M€ seront inscrits. Ces crédits ne seront plus limités par la règle du taux de concours et permettront de soutenir certaines opérations d'investissement jugées localement prioritaires.

Montant du budget de la Direction de la Défense et de Sécurité Civile (DDSC) : 320,02 M€
Augmentation 2003/2002 du budget de la sécurité civile : + 28,39 %

La nécessité d'accompagner la progression de l'activité opérationnelle

Les bases hélicoptères seront renforcées par :

- de nouvelles livraisons en 2003 des hélicoptères EC145 avec pour objectif de doter les bases de 32 appareils à la fin 2005.
- la création d'une première tranche de 18 emplois de personnels navigants, pilotes et mécaniciens sauveteurs secouristes embarqués (1,05 M€).
- la consolidation de 22 emplois budgétaires de pilotes et de mécaniciens actuellement dédiés au groupement d'hélicoptères de la sécurité civile (780 000 €).

Les capacités opérationnelles des unités d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (UIISC) sont consolidées : 30 emplois de volontaires de l'armée de terre sont transformés en emplois d'engagés volontaires de l'armée de terre, plus attractifs.

Des moyens de fonctionnement et des équipements conformes aux exigences opérationnelles

Les budgets de fonctionnement et de maintenance sont adaptés aux besoins.

La dotation pour la maintenance des aéronefs augmente de 56 % (52,76 M€ contre 33,84 M€ en 2002). Cette remise à niveau des moyens financiers permettra de mettre un terme aux difficultés observées ces dernières années.

Le budget de fonctionnement augmente de 800 000 € afin :

- de renforcer les moyens du groupement des moyens aériens et de préparer l'ouverture en 2003 de deux nouvelles bases



hélicoptères à Besançon et en Guyane.

- de renforcer la sécurité des centres de déminage.

La modernisation de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) est confortée par :

- le financement de la deuxième tranche du plan de modernisation (1,85 M€ pour un coût total pluriannuel de 73,7 M€) permettant de créer 125 postes supplémentaires et d'acquérir de nouveaux équipements.

Les contraintes des métiers de la sécurité civile mieux reconnues.

En premier lieu, la prise en compte des dangers de la fonction de démineurs se traduit par :

- la revalorisation de leur régime indemnitaire (760 000 € au titre de la prime spécifique de danger)
- l'extension de cette prime aux démineurs du laboratoire central de la Préfecture de Police (280 000 €).

En second lieu, l'exigence de disponibilité des personnels de la sécurité civile est prise en compte par :

- la mise en œuvre de « l'indemnité des temps d'activité et d'obligations professionnelles complémentaires » pour les UIISC (1,01 M€) et la BSPP (2,29 M€),
- la revalorisation des indemnités perçues par des personnels de la base d'avions de la sécurité civile exerçant des fonctions spécifiques d'encadrement.
- l'indemnisation partielle des astreintes et interventions (680 000 €) qui permettra également de limiter le recours aux repos compensateurs.

Administration territoriale et centrale

Les Préfectures sont les précurseurs de la nouvelle gestion publique.

Le budget 2003 accélère la mise en place des budgets globaux :

- avec 11 nouvelles préfectures concernées, l'année 2003 connaîtra la plus forte progression de la globalisation depuis le lancement de cette expérimentation en 2000 ;
- au total, 29 préfectures dont l'ensemble des préfectures de trois régions (Centre, Haute-Normandie et Picardie) seront « globalisées » ;
- la réforme est étendue pour la première fois à l'Outre-mer (Martinique).

La globalisation des crédits des préfectures permet :

- de responsabiliser les gestionnaires locaux qui décident de l'affectation

Le budget 2003 traduit la volonté du ministère d'engager une nouvelle gestion publique dont les objectifs sont :

- une meilleure allocation des ressources aux besoins,
- un meilleur service aux usagers.

des ressources dans le cadre d'une enveloppe garantie ;

- de renforcer le contrôle de gestion et la transparence sur les résultats.
- La globalisation s'accompagne d'une remise à niveau des crédits de fonctionnement des préfectures qui, après avoir baissé pendant les trois dernières années, bénéficient d'une mesure nouvelle de 2,15 M€.

L'efficacité de l'administration est le maître mot du budget 2003

La priorité est donnée à l'administration électronique, notamment dans les préfectures et les sous-préfectures :

- développer les procédures en ligne (demande de cartes grises par Internet)
- automatiser certaines tâches administratives (lecture automatique de documents)
- dématérialiser une partie des documents (archivage électronique)

Dans le même esprit, la logique d'efficacité sera stimulée par :

- le développement d'instruments de contrôle de gestion,
- l'évaluation systématique des performances des services.

Vers un nouveau rôle de l'administration centrale

Cette démarche de modernisation concerne également l'administration centrale, notamment dans la gestion des ressources humaines.

Celle-ci s'oriente vers une mission de pilotage, grâce au développement d'outils et de systèmes d'information adaptés à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC).

Des mesures nouvelles en faveur des personnels de l'administration centrale et territoriale : 16,3 M€

Les mesures prioritaires sont :

- le respect des engagements du Président de la République sur l'accélération du traitement des demandes d'asile ;
- la consolidation des emplois nécessaires à l'exercice des missions relevant du ministère de l'intérieur ;
- le franchissement d'une étape supplémentaire vers la parité indemnitaire interministérielle.

Réduire fortement le délai de traitement des demandes d'asile

Afin de remplir l'engagement du Président de la République de réduire à un mois le délai de traitement des demandes d'asile, un renfort sans précédent de 2,65 M€ des crédits de vacation sera accordé en 2003.

Consolider les emplois nécessaires à l'exercice des missions.

Pour l'ensemble des effectifs administratifs et techniques, deux impératifs :

- maintenir le niveau global des effectifs ;
- adapter les emplois à l'évolution des missions, en requalifiant ou en transformant des emplois existants.

Atteindre la parité indemnitaire avec les autres ministères.

L'enveloppe indemnitaire de 12,3 M€ permettra

- de se rapprocher d'un alignement complet du ministère de l'intérieur sur la moyenne des ministères ;
- d'améliorer le statut des directeurs de préfecture qui bénéficieront, dans ce cadre, d'une NBI ;
- d'aligner le niveau moyen des primes des personnels techniques et spécialisés sur celui des personnels d'administration générale (1,25 M€).



Collectivités locales



2003 est une année de transition avant la réforme des finances locales qui accompagnera la nouvelle étape de décentralisation. En dépit d'une situation budgétaire générale plus difficile qu'en 2002, les transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales sont préservés et la réforme de la fiscalité locale de France Telecom constitue une première étape vers une plus grande autonomie financière des collectivités locales.

La reconduction du contrat de croissance et de solidarité

L'enveloppe du contrat :

- 30,5 Md€.
- soit une progression de 1,9 %.

Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales sont préservés.

- les concours sont indexés sur l'inflation majorée de 33 % de la croissance du Produit Intérieur Brut,
- les critères de progression des dotations concernées sont maintenus,
- la dotation globale de fonctionnement (18,8 Md€), principal concours versé aux communes et aux départements, augmentera en conséquence de + 2,3 %.

Des mesures importantes en faveur des collectivités locales défavorisées :

- un abondement de 160 M€ qui permettra une évolution de l'ordre de 2 % de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la fraction « *bourgs centres* » de la dotation de solidarité rurale (DSR),
- le maintien de la compensation, par le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP), aux communes et groupements défavorisés des pertes de dotation de compensation de la taxe professionnelle enregistrées entre 1998 et 2001 (188 M€).
- l'aide budgétaire aux communes forestières sinistrées par les tempêtes de décembre 1999 (11 M€).

Une plus grande autonomie financière des collectivités locales

Une réforme importante et attendue qui illustre la volonté du Gouvernement de favoriser l'autonomie financière et fiscale des collectivités locales :

- les bases de la taxe professionnelle et du foncier bâti des établissements de France Telecom (auparavant taxées directement par l'Etat pour son propre compte et pour celui du FNPTP) sont

attribuées aux collectivités locales

- les collectivités locales décideront du niveau de taxation des établissements France Telecom et conserveront le bénéfice de l'intégralité du produit résultant de la dynamique des bases de France Telecom

- en 2003, pour assurer la neutralité budgétaire de la réforme, le surplus de produit fiscal ainsi

attribué

aux collectivités locales sera déduit des compensations fiscales qu'elles perçoivent.

Parallèlement, la réforme sera accompagnée du maintien des ressources consacrées à la péréquation : une dotation de l'Etat remplacera le produit de la fiscalité de France Telecom jusqu'à là consacré au FNPTP.

